

Il est compréhensible qu'à la Conférence, bon nombre de délégations des pays en voie de développement aient été d'abord préoccupées par l'urgence des problèmes immédiats engendrés par une situation alimentaire mondiale qui se détériore rapidement. Ainsi, il a été difficile d'accorder l'importance voulue à la recherche de solutions à plus long terme aux problèmes alimentaires ainsi qu'à un des objectifs principaux de la Conférence, l'accroissement de la production agricole, particulièrement dans les pays en voie de développement.

Les pays participants sont néanmoins parvenus à se mettre d'accord sur la création d'un certain nombre de mécanismes importants, à savoir:

- 1) un conseil mondial de l'alimentation;
- 2) un comité FAO de la sécurité alimentaire mondiale;
- 3) un comité des politiques et programmes d'aide alimentaire;
- 4) un système mondial d'information et d'alerte rapide;
- 5) un groupe consultatif de la production alimentaire et de l'investissement (BIRD, FAO, PNUD); et
- 6) le cadre d'un fonds international de développement agricole.

Des discussions se tiennent à l'heure actuelle ou se tiendront très prochainement sur chacun de ces points. En accord avec le rôle qui s'est fixé à la Conférence, le Canada compte participer à ces travaux dans le même esprit qu'a façonné la réunion de Rome.

Depuis la clôture de cette Conférence en novembre, le Canada s'est employé à traduire ses engagements en des actions concrètes.

Nous avons annoncé une contribution annuelle d'un million de tonnes métriques de céréales vivrières pour les trois prochaines années afin d'aider à combler les pénuries alimentaires immédiates. Des discussions s'amorcent maintenant sur la répartition de ces céréales entre les pays bénéficiaires de notre aide bilatérale et les organisations multilatérales. Conformément à notre promesse d'acheminer au moins 20 p. 100 de notre aide alimentaire par l'entremise d'organismes multilatéraux, nous verserons une grande partie des dites céréales au Programme alimentaire mondial.

Nous nous étions également engagés à fournir immédiatement des crédits, jusqu'à concurrence de 50 millions de dollars, pour venir en aide à certains des pays les plus durement touchés. Cette somme